



POLITIQUE

■ **DEMI-MENSONGES** : le Sénat passe l'éponge ? Hervé Marseille, influent président du groupe Union centriste au Sénat, a fait ses comptes. Sur les 26 membres du bureau de la Haute Assemblée qui auront à se prononcer ce 21 mars sur les suites à donner à l'enquête de la commission des lois du Sénat, il devrait se trouver « cinq ou six sénateurs LR » qui, refusant d'envenimer les relations avec l'Élysée, n'iront pas au-delà de demander au procureur de la République de Paris d'engager des poursuites contre Alexandre Benalla et Vincent Crase pour « faux témoignages ». Les cas des trois proches collaborateurs d'Emmanuel Macron à l'Élysée - le directeur de cabinet du président Patrick Strzoda, le secrétaire général de la présidence Alexis Kohler et le général Lionel Lavergne, chef du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) -, qui selon la lettre du président LR de la commission d'enquête Philippe Bas au président du Sénat Gérard Larcher, cosignée par les deux rapporteurs Muriel Jourda (LR) et Jean-Pierre Sueur (PS), auraient « retenu une part significative de la vérité lors de leurs auditions », devraient donc être laissés de côté.